



**Déclaration lors du rassemblement
de Montauban
10 novembre 2020**

Des personnels mobilisés pour éviter une nouvelle fermeture des écoles

Depuis mars dernier, les personnels des écoles sont engagés au quotidien pour maintenir un fonctionnement le plus « normal » possible du service public d'éducation malgré l'épidémie. Cet engagement se retrouve au coeur de la « grève d'avertissement » du mardi 10 novembre : une mobilisation d'alerte pour éviter une nouvelle fermeture des écoles, qui aurait des conséquences scolaires et sociales dramatiques, creusant encore davantage les inégalités.

La situation sanitaire liée à la propagation de la pandémie de la COVID-19 nécessite une protection totale et complète de la santé des agent-es public-ques. Cette obligation réglementaire est de la responsabilité des employeurs publics qui doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer cette protection.

Or nous ne pouvons que constater et regretter que ce ne soit pas toujours le cas.

La situation actuelle nécessite la présence massive et urgente de personnels dans les écoles, collèges, lycées. C'est pourquoi nous vous demandons de procéder dès à présent au recrutement de ces personnels, en particulier en ayant recours aux listes complémentaires des concours, et en réabondant les listes complémentaires lorsque cela s'avère nécessaire.

Nous demandons donc des conditions sanitaires suffisantes. En particulier, les allègements d'effectifs demandés par les équipes éducatives doivent être mis en place.

C'est pourquoi la FSU, la FNEC-FP-FO, la CGT Educ'action, le SNALC, SUD Education, le SNCL-FAEN appellent l'ensemble des personnels, titulaires et contractuels, à faire grève le mardi 10 novembre.

Nous, personnels de la communauté éducative, enseignant-e-s des 1^{er} et 2nd degrés, AED, AESH, agents de service, sommes réunis aujourd'hui pour dire stop au mépris !

"L'Éducation nationale, c'est notre bien le plus précieux", a affirmé Jean Castex le 22 octobre, avant de promettre : "L'Éducation nationale, notre majorité l'a particulièrement choyée, et nous allons continuer de le faire".

Est-ce que vous vous sentez choyé.e.s quand on vous annonce la veille par médias interposés ce que vous devrez mettre en place le lendemain ?

Est-ce que vous vous sentez choyé.e.s quand le protocole soit disant renforcé ne permet pas la mise en place de la distanciation physique et que de fait, votre santé et celle des élèves et leur famille est en danger ?

Est-ce que vous vous sentez choyé.e.s quand on vous remet des masques de pacotille qui, non content de ne pas être protecteurs contiennent des produits toxiques ?

Est-ce que vous vous sentez choyé.e.s quand un ministre dit : « Si les salariés de la grande distribution avaient été aussi courageux que l'Éducation nationale, les Français n'auraient rien eu à manger » ?

Est-ce que vous vous sentez choyé.e.s quand un ministre maintient, relayé par tous les médias, qu'il a soutenu un enseignant menacé alors que ce dernier avait eu droit à un rappel aux règles de la laïcité et de la neutralité ? C'est sûr, quand les forces de l'ordre font un rappel à la loi, c'est pour soutenir les contrevenants, voire les encourager.

Est-ce que vous vous sentez choyé.e.s quand on vous demande lors de l'hommage à Samuel Paty de lire une lettre caviardée où tout ce qui peut gêner la doxa ministérielle a été consciencieusement effacé ?

Est-ce que vous vous sentez choyé.e.s quand on se limite à une lecture et une minute de silence pour pleurer un prof assassiné d'avoir fait son travail ? Tout en faisant, une fois encore des rodomontades dans les médias ?

Non, bien sûr que non !

Quel que soit notre poste dans l'Éducation nationale, nous ne sommes pas choyé.e.s, nous sommes systématiquement dénigré.e.s, ignoré.e.s, taillables et corvéables à merci. Alors, stop au mépris !
Clamons-le haut et fort, nous sommes en colère, dans une énorme colère.

La journée d'aujourd'hui donne donc un aperçu de la colère et de l'exaspération envers un ministre qui met en péril la continuité de l'école à l'heure où la seconde vague frappe la société, avec une circulation intense du virus sur l'ensemble du territoire.

La mobilisation d'aujourd'hui n'est que la 1ère étape.

Dans le 82, plus de 20 écoles sont fermées car tous les enseignant-e-s sont en grève. Plus de 200 enseignant-e-s du 1er degré.

Dans le second degré, de nombreuses perturbations nous ont été remontées (enseignants mobilisés, vies scolaires fermées,...)

Ensemble, debout, les choyé-e-s de la Terre !

Le ministre doit enfin cesser de dénier la réalité et prendre la mesure des enjeux sanitaires et sociaux pour assurer la protection de toutes et tous.

Le respect de l'ensemble des gestes barrières, notamment la limitation du brassage et la distanciation physique, doit être possible dans toutes les écoles. La constitution de petits groupes d'élèves est donc indispensable.

Pour cela l'école a besoin d'un plan d'urgence comprenant un recrutement massif de personnels d'enseignement ou exerçant des missions d'éducation ou d'accompagnement.

L'école est indispensable à notre société. Les personnels font tout pour la maintenir et la laisser ouverte.

De son côté, le gouvernement doit d'urgence agir et apporter des réponses probantes et rapides permettant de poursuivre l'école en présentiel sous pandémie et d'éviter son confinement.

Sans cela, nous prolongerons la mobilisation entamée avec les personnels pour lui faire entendre raison. Nous ne pouvons transiger avec l'école.

Tou-te-s ensemble, débattons et construisons un mouvement d'ampleur pour exiger de réels moyens pour les services publics, en 1ère ligne de la crise sanitaire et de la crise économique en cours.

Face au mépris de nos gouvernants, comme les personnels soignants que nous soutenons, nous exigeons de la considération et du respect.

Aujourd'hui et dès demain, tou-te-s ensemble,
**FAISONS-NOUS RESPECTER,
LUTTONS !**

